

Initiatives ministérielles

rentables. Nous demandons si vous prêtez attention, si le ministre prête attention. . .

M. McDermid: Vérifiez vos renseignements.

M. Whittaker: Que les entreprises rentables payent leur juste part d'impôts. Tous les contribuables canadiens devraient payer leur juste part, y compris le ministre. Malheureusement, le ministre est bien mal informé. Il ne connaît même pas les politiques de son propre gouvernement. En fait, il énerve tellement notre page que celui-ci ne trouve plus ses mots; tout comme lui il s'empêtré dans ce à propos de quoi il ne connaît rien. C'est exactement ce qui se passe ici.

Je dirais également au ministre et au Président que les petits pêcheurs sont aussi de petits entrepreneurs. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour eux? On pourrait peut-être le lui demander. On semble aggraver encore la désolation des petits pêcheurs de la côte ouest et de la côte est. À mon avis, cet autre coup dur est encore une fois injuste.

Nous constatons aussi qu'on impose aux petits entrepreneurs une foule de formalités administratives. Ces pauvres gens qui essaient de créer des entreprises, souvent des petites entreprises employant de une à cinq personnes, doivent consulter des avocats pour se faire expliquer toutes les chinoïseries administratives auxquelles ils doivent se conformer afin d'obtenir des prêts et de commencer leurs activités. Il semble que ce soit là ce que le gouvernement conservateur a fait pour les petites entreprises.

Que proposons-nous pour les petites entreprises? Nous devons voir à ce que les banques leur consentent davantage de prêts aux mêmes taux que ceux dont bénéficiaient les grandes sociétés. Nous devrions établir, dans l'administration fédérale, un programme «Achetez canadien» plus dynamique, qui inclurait les marchés de l'État et qui viserait les petites entreprises. C'est de cette façon que nous arriverons à donner une lueur d'espoir à certaines petites entreprises.

Dans la circonscription d'Okanagan—Similkameen—Merriitt, j'ai essayé de voir à ce que les petits entrepreneurs soient au courant des marchés de l'État pour lesquels ils pourraient peut-être faire des soumissions. Cependant, le processus est trop compliqué. Ils doivent

rester sur une liste d'attente pendant plus d'un an et deviennent frustrés.

Ceux qui réussissent à se faire accorder certains marchés découvrent qu'ils doivent souvent attendre de 60 à 90 jours avant d'être payés pour les services ou les produits qu'ils ont fournis. Nous devons simplifier le processus afin d'aider les petites entreprises. Le gouvernement devrait tenir compte des petites entreprises lorsqu'il fait ses achats.

Par ailleurs, nous devrions aussi fournir du capital de risque aux petites entreprises. Nous devrions aussi voir à ce qu'il soit plus facile que maintenant pour les femmes de créer des petites entreprises. Par exemple, les banques pourraient s'engager à traiter les femmes de façon égale. Au cours des débats sur des projets de loi ou des motions concernant les petites entreprises, j'ai parlé un certain nombre de fois de l'injustice dont les femmes d'affaires sont victimes lorsqu'elles transigent avec les banques. Je ne vais pas entrer dans tous les détails maintenant, mais je voudrais vous montrer, madame la Présidente, qu'en dépit des progrès réalisés par le secteur bancaire, et peut-être même par les différents gouvernements du Canada, les femmes ne sont toujours pas considérées comme égales dans le secteur de la petite entreprise.

• (1530)

De plus, nous devrions définir des secteurs où la petite entreprise pourrait se développer de façon à répondre à des demandes actuellement comblées par des importations. Nous devrions offrir à la petite entreprise une aide financière, commerciale et administrative valable grâce à une sorte de centre unique qui serait organisé avec la collaboration des communautés d'affaires locales.

Ce que nous constatons régulièrement, en tant qu'avocats, en tant que conseillers de la petite entreprise et en tant que députés que la petite entreprise consulte souvent, c'est que les gens ne savent pas à qui s'adresser pour obtenir de l'aide. Ils ne savent pas à qui demander. Ils ne savent pas comment se diriger dans la bureaucratie, tant fédérale que provinciale. On devrait offrir à ces gens des centres où ils pourraient obtenir tous les conseils dont ils ont besoin. Ils pourraient y trouver des brochures et des formules de demande de subvention ou de participation à un programme. Ils pourraient obtenir des conseils, une chose qu'ils obtiennent actuellement de la Banque fédérale de développement. Tout devrait être à un seul en-